

## Mauritanie 2003

La Mauritanie est une République Islamique hautement centralisée par une forte présidence. Le registre des droits de l'homme du gouvernement de la République Islamique de Mauritanie est pauvre en 2003. Bien qu'il ait eu des améliorations dans certains domaines, des problèmes demeurent. Les institutions démocratiques demeurent rudimentaires et le gouvernement restreint les moyens des citoyens à changer leur gouvernement. Quelques éléments des forces de sécurité utiliseraient la force excessive frapperaient ou, autrement, exerceraient des abus sur les détenus et auraient eu recours à des arbitrages dans les arrestations, les détentions et les fouilles illégales. Le Gouvernement refuse de reconnaître quelques organisations non-gouvernementales (ONG) et des organisations de droits de l'homme. La discrimination contre les femmes continue. Les mutilations génitales demeurent un sérieux problème, en dépit des efforts du Gouvernement d'arrêter la pratique. Malgré les efforts du Gouvernement 'éradiquer la pratique, des rapports locaux et internationaux continuent de soutenir que l'esclavage, en tant que forme de servitude involontaire persistait dans quelques endroits, et que les anciens esclaves continuent de travailler pour les anciens maîtres. Le travail des enfants est fréquent dans les secteurs informels. Le Gouvernement a adopté, au cours de l'année, une loi qui impose de substantielles pénalités contre le trafic des personnes.

La stratégie des Etats-Unis en Mauritanie en matière de droits de l'homme et de démocratie consiste à promouvoir la démocratisation et le respect des droits de l'homme fondamentaux, le développement de la société civile et des médias responsables, la promotion de la liberté de religion et de la tolérance, le combat contre le travail forcé, le travail des enfants le trafic de personnes. Au cours des années 2003 et 2004, les Etats-Unis ont soulevé d'une voix forte et à un haut niveau les questions de droits de l'homme et la démocratie avec le Gouvernement. Quand le Ministre mauritanien des Affaires Etrangères a visité les Etats-Unis en 2003, le Sous Secrétaire d'Etat pour les Affaires Politiques, Marc Grossman, a souligné les préoccupations des Etats-Unis quant à la démocratie et aux droits de l'homme en Mauritanie. L'Assistant du Secrétaire d'Etat pour la Démocratie, les Droits de l'Homme et le Travail, Lorne Craner, a soulevé aussi ces préoccupations avec l'Ambassadeur de Mauritanie aux Etats-Unis. En plus de cela, un Adjoint à l'Assistant au Secrétaire d'Etat pour les Affaires Africaines avait visité la Mauritanie en janvier 2004 et avait soulevé les sujets des droits de l'homme avec les officiels mauritaniens, en particulier le trafic des personnes et comment promouvoir le développement de la démocratie.

Les Etats-Unis ont fourni des équipements d'ordinateurs pour aider une presse indépendante à court d'argent. Ces équipements, qui seront accessibles à tous les journaux indépendants, vont augmenter l'efficacité des journaux et les feront bénéficier d'économie. Les Etats-Unis ont sponsorisé une délégation de 7 personnes de l'Institut National de Démocratie (IND) basée à Washington pour assister au déroulement des élections présidentielles de novembre 2003. Quoique des préoccupations de sécurité prévenaient l'équipe de IND [du danger] d'observer le premier tour des élections, les représentants de IND, assistée par l'Ambassade, étaient en mesure de participer dans des séries de réunions utiles avec des officiels du Gouvernement et des membres de la société civile, comprenant des groupes [militants] des droits de l'homme, [du milieu] pro-gouvernemental et de l'opposition. L'équipe de IND est en train de rédiger un rapport,

qui paraîtra en 2004, avec des recommandations sur, [à savoir], comment promouvoir le développement démocratique en Mauritanie.

Un financement des Etats-Unis pour la Démocratie et les Droits de l'Homme a été alloué pour permettre de travailler étroitement avec l'association de la presse indépendante pour sponsoriser une série de séminaires sur le rôle de la presse dans une démocratie en développement, la couverture des élections et l'éthique en journalisme. Les Etats-Unis ont sponsorisé la participation des éditeurs de deux journaux indépendants mauritaniens en juin 2003, dans le programme de Visiteurs Internationaux (IV) sur "le journalisme investigateur", programme conduit par "le Bureau de l'Education et des Affaires Culturelles" du Département d'Etat. Les Etats-Unis enverront par la suite deux autres journalistes dans le programme de démocratie lié au programme IV en mars et en avril 2004.

En janvier 2004, les Etats-Unis ont sponsorisé un long séminaire sur les relations civilo-militaires. Les modérateurs du séminaire ont [réussi] à mettre en confrontation les participants qui comprenaient des leaders militaires et le Secrétaire Général du Ministère de la Défense pour se comprendre les uns les autres sur les perspectives et leurs rôles dans une démocratie en développement. Le programme a été bien reçu [communiqué] au public à travers, au moins, deux reportages à la Télévision nationale et à la Radio. Les Etats-Unis ont revu les registres des droits de l'homme des membres des militaires et des forces sécurité qui avaient participé au séminaire conduit par le personnel civil ou militaire des Etats-Unis. Le personnel de l'Ambassade des Etats-Unis basé à Nouakchott a saisi cette opportunité de la revue de "Leahy Amendment" pour discuter avec les officiels de la sécurité et les militaires de l'importance de protéger les droits de l'homme dans la conduite du renforcement de la loi et [au cours] des activités militaires, ainsi l'importance de formation en droit de l'homme pour le personnel militaire et de sécurité. Les officiels de l'Ambassade, ainsi que des visiteurs variés des Etats-Unis ont discuté la liberté religieuse et la tolérance avec des officiels du Gouvernement et des leaders religieux. Les Etats-Unis ont aussi engagé des leaders religieux dans la lutte contre VIH/SIDA, en développant des relations étroites de travail qui avaient également fourni des opportunités de discuter et de promouvoir la tolérance religieuse. A ce sujet, les Etats-Unis ont construit des relations étroites de travail en organisant trois séminaires avec des Imams locaux sur la prise de conscience et la prévention du VIH/SIDA.

A travers l'année, les officiels des Etats-Unis ont encouragé le Gouvernement à adopter et à appliquer des accords internationaux sur le trafic de personnes. Les officiels de l'Ambassade ont aussi attiré l'attention sur la nécessité pour le Gouvernement de faire publiquement l'évidence statistique de ses activités anti-traffic de personnes disponibles. En juillet 2003 la Mauritanie a ratifié et promulgué publiquement une loi contre le trafic de personnes. Cette loi prévoit, pour la première fois, de substantielles amendes pénales contre ceux trouvés en pratique de trafic de personnes.